

L'article 52 du Règlement

censés être là. Les sociétés pétrolières n'ont pas respecté leurs engagements.

Ce désastre montre aux Canadiens et, bien sûr, aux députés de cette Chambre que l'actuel gouvernement, à en juger par son incapacité à réagir adéquatement au déversement de pétrole au large de la côte ouest de l'île de Vancouver et aussi par les interventions et les commentaires des ministres ce soir, ne serait pas en mesure de faire face à un déversement massif de pétrole au large de la Colombie-Britannique, si cela devait se produire de nouveau.

Notre débat de ce soir fait ressortir l'urgence pour le gouvernement de planifier. Nous ne blâmons pas le gouvernement pour ce déversement comme l'ont laissé entendre certains députés et, en fait, certains ministres. Nous exigeons cependant qu'une enquête soit tenue pour donner suite aux préoccupations soulevées ici ce soir, et le fait que le ministre n'ait même pas daigné répondre à la lettre que lui adressait ma collègue la députée de Saanich—Gulf Islands (M^{me} Hunter) le 31 janvier dernier à ce sujet, témoigne du peu de cas fait par le gouvernement de la menace de déversements de pétrole à proximité de nos côtes. Notre démarche témoigne d'un sens des responsabilités, qui est susceptible de profiter tant aux députés du gouvernement qu'à ceux de l'opposition et, plus particulièrement, l'ensemble de population de la Colombie-Britannique et du Canada.

J'aimerais, en terminant, revenir sur les commentaires du député de Burnaby—Kingsway (M. Robinson) concernant les députés de Colombie-Britannique qui ont soulevé cette question et en ont saisi la Chambre. Nous remercions l'ensemble des députés du pays qui ont pris part à ce débat ici ce soir. Nous espérons pouvoir poursuivre ce débat et continuer à pouvoir compter sur leur appui dans nos efforts pour exhorter le gouvernement à entendre nos prières et à prendre de toute urgence les mesures qui s'imposent dans cette affaire.

M. Dave Worthy (Caribou—Chilcotin): Monsieur le Président, il se fait tard, deux heures du matin, mais je suis réputé pour offrir mes plus belles prestations après minuit.

Des députés: Bravo!

M. Worthy: Comme en témoignent leurs interventions, les députés des deux côtés de la Chambre considèrent la situation dans le golfe de l'Alaska comme un véritable désastre. Je ne crois pas, en effet, qu'un seul député oserait affirmer le contraire.

Même si ma circonscription n'est bordée par aucun océan—Caribou—Chilcotin est étendue mais ne se rend pas jusqu'à la côte—la population y est elle aussi inquiète, même si, traditionnellement, elle n'est pas considérée comme pro-environnementaliste ou particulièrement militante dans ce domaine. Le dernier appel que j'ai reçu provenait d'une secrétaire travaillant dans l'une des scieries de la circonscription. Elle m'expliquait qu'elle ne savait pas au juste ce que je pouvais faire à ce sujet, mais qu'elle espérait que je puisse intervenir d'une façon ou d'une autre. Elle se disait frustrée et inquiète et je pense qu'elle n'est pas la seule dans la circonscription de Cariboo, ni dans l'ensemble de la Colombie-Britannique et même du Canada, à penser ainsi.

Pourquoi la population considère-t-elle cet incident comme un désastre? Quiconque a fait de la voile le long de la côte de la Colombie-Britannique, a fait la cueillette des coques ou des huîtres dans l'une des îles Salt Spring ou a eu la chance, comme moi, de travailler là-bas jadis et de faire de l'auto-stop entre les différents ports le long de la côte ouest de l'île de Vancouver, reconnaîtra que ce n'est pas seulement la situation du golfe de l'Alaska qui inquiète. C'est la proximité de ce déversement de celui survenu précédemment au large de la côte de l'État de Washington, qui, bien sûr, risque effectivement d'avoir des répercussions sur une certaine partie de la côte de la Colombie-Britannique. C'est une menace. N'importe quel habitant de la Colombie-Britannique le moins conscient est en mesure de réaliser qu'avec tous ces pétroliers qui naviguent à proximité de nos côtes, ce déversement aurait très bien pu se produire dans nos eaux. Bien sûr, personne d'entre nous ne voudrait avoir à faire face à un tel désastre.

Tous ceux qui ont pris la parole ici ce soir ont reconnu qu'aucun des trois partis n'a le monopole de l'inquiétude au sujet de ce désastre environnemental. Personne n'a intérêt à s'en faire une chasse gardée. Je pense que les intervenants sages de tous les partis ont plus ou moins reconnu que c'était là une préoccupation commune à tous, que nous devons l'aborder de façon positive et que nous devons en tirer le meilleur parti possible de façon à en ressortir grandis.

• (0200)

A mon avis, le débat d'urgence de ce soir, dont le Président a reconnu la nécessité, est probablement l'une des meilleures choses qui pouvaient arriver dans les circonstances. Je suis très heureux que cette question d'une extrême importance pour les Canadiens ait été débattue pendant la majeure partie de la soirée en pré-